

Monsieur John Aldag, député  
Président  
Comité permanent de l'environnement et  
du développement durable  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Cher collègue,

Au nom du gouvernement du Canada, je tiens à remercier le Comité permanent de l'environnement et du développement durable pour son important rapport intitulé *Croissance propre et changement climatique : Comment le Canada peut s'imposer comme chef de file international*, qui a été déposé devant la Chambre des communes le 9 avril 2019. Veuillez accepter la présente à titre de réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent.

Le Canada a pris d'importantes mesures depuis 2015 pour renforcer son leadership en matière de changements climatiques au pays et à l'étranger. Il s'est engagé à réduire d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre de 30 p. 100 par rapport aux niveaux de 2005 et est l'un des premiers pays à avoir signé et ratifié l'Accord de Paris. En 2017, le Canada a mis à jour sa contribution déterminée au niveau national, conformément à l'Accord de Paris, basée sur le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques élaboré avec les provinces et territoires, ainsi que les peuples autochtones.

Le Canada fait progresser la diplomatie climatique à l'échelle internationale, et son leadership est de plus en plus sollicité pour mettre en œuvre et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Le pays est devenu un chef de file du financement de la lutte contre les changements climatiques en favorisant un avenir à faibles émissions de carbone, durable et résilient aux changements climatiques pour tous. De nouveaux investissements et des approches novatrices menés par le Canada contribuent à atteindre l'objectif mondial visant à mobiliser 100 milliards de dollars américains par an d'ici 2020 provenant de sources publiques et privées.

Le Canada verse 2,65 milliards de dollars canadiens sur cinq ans, soit un investissement qui atteindra 800 millions canadiens en 2020, pour aider les pays en développement, tant sur le plan des efforts d'atténuation et d'adaptation, à faire la transition vers une économie propre et résiliente aux changements climatiques. Grâce à des investissements de 1,5 milliard de dollars canadiens dans les initiatives annoncées jusqu'à maintenant, le Canada joue un rôle de premier plan par l'intermédiaire d'un certain nombre d'initiatives bilatérales et multilatérales, notamment le Fonds vert pour le climat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, auquel il verse 300 millions de dollars canadiens.

De plus, le Canada copréside, avec l'Union européenne et la Chine, la Réunion ministérielle sur l'action climatique, qui rassemble plus de 35 ministres et représentants de haut niveau des grandes économies et d'autres acteurs clés afin de mettre en œuvre l'ambitieux Accord de Paris.

Le Canada resserre les liens entre l'action pour le climat, le commerce mondial et les marchés des technologies propres, en plus de défendre avec ardeur l'avancement d'un vaste éventail d'enjeux d'ordre environnemental dans ses accords de libre-échange. Dans le cadre de diverses négociations, le Canada s'assure d'inclure des références sur les changements climatiques et sur ses engagements en lien avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris. À titre d'exemple, le Canada mène des approches novatrices afin de mobiliser les investissements du secteur privé dans la lutte contre les changements climatiques, notamment en vue d'atténuer les risques qui découragent l'investissement dans des secteurs clés, comme les infrastructures résilientes, l'agriculture intelligente face au climat et les énergies renouvelables.

Le leadership du Canada s'étend à de nombreux autres forums internationaux et accords environnementaux bilatéraux et multilatéraux pour faire avancer des initiatives et des dossiers liés à la lutte contre les changements climatiques. Ces engagements s'inscrivent notamment dans le cadre de l'Accord de partenariat stratégique entre le Canada et l'Union européenne, de la Déclaration commune du Canada et de la Chine sur les changements climatiques et la croissance propre, du Partenariat Canada-France et du Partenariat Canada-Royaume-Uni sur la croissance propre et les changements climatiques.

Le Canada est un membre fondateur de plusieurs partenariats internationaux d'envergure sur le climat, tels que la Coalition pour le climat et l'air pur (qui aide les pays en développement à réduire les émissions de polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat) et l'Alliance : Énergiser au-delà du charbon

(qu'il copréside avec le Royaume-Uni à l'appui d'une transition mondiale qui vise l'abandon de la production d'électricité à partir du charbon). De plus, il assure la coprésidence de l'Initiative mondiale sur le méthane et il est membre du Conseil de l'Arctique.

En outre, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles constituent une part importante de l'engagement du Canada en matière de financement climatique, conformément à sa Politique d'aide internationale féministe.

Même si le Canada a accru considérablement son profil et son leadership au sein de la communauté internationale en vue de faire progresser collectivement l'action pour le climat, le gouvernement fédéral est conscient qu'il reste encore du travail à faire pour influencer et stimuler les efforts à l'échelle mondiale. C'est pourquoi il accueille favorablement les recommandations du Comité permanent et s'en inspirera pour orienter ses politiques et engagements internationaux.

Par ailleurs, je prends respectueusement acte du rapport dissident de l'Opposition officielle, et, conformément au principe de la recommandation 8 du Comité permanent selon lequel le gouvernement du Canada travaille à faire de la politique sur le climat un enjeu non partisan, le gouvernement remercie l'Opposition officielle et se réjouit à la perspective de travailler en collaboration pour s'assurer que le Canada demeure fortement engagé sur la scène internationale.

Je remercie les membres du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, leurs employés, et les autres représentants, de même que les témoins qui ont livré d'importants témoignages en vue d'aider à orienter le gouvernement du Canada dans ses efforts visant à renforcer, à l'échelle internationale, son leadership en matière de lutte contre les changements climatiques.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

L'honorable Catherine McKenna, C.P., députée